

# **Contre Attaque Attaques en série contre LFI**

## **ATTAQUES EN SÉRIE CONTRE LFI**

***La campagne diffamatoire et injurieuse menée par les médias et tout le spectre politique contre la France Insoumise a des effets très concrets. Partout sur le territoire, des individus et des groupes d'extrême droite, encouragés par le climat ambiant, passent à l'acte. Rien que cette semaine, trois attaques sont recensées.***

### **Une colistière LFI menacée au couteau à Strasbourg, en présence de son enfant**

«Gauchiste de merde» ou encore «Je vais te trancher la gorge». Voilà les menaces proférées à Jamila Haddoum, militante Insoumise à Strasbourg le 6 mars. Cette mère de famille collait des affiches dans le cadre de la campagne municipale. Travailleuse sociale, elle est aussi présente sur la liste du candidat LFI de la ville.

Mais l'agresseur d'extrême droite ne s'est pas contenté de menaces : il a également sorti un couteau pour terroriser la militante, devant ses enfants. La scène a été filmée et une plainte a été déposée. La section LFI de Strasbourg précise qu'auparavant, «la serrure du local de campagne a été forcée, de la colle a été mise dans la serrure. Des excréments ont été déposés devant le local».

### **Attaque néo-nazie d'un meeting insoumis près de Lille**

Le même jour, un meeting de campagne de La France Insoumise à Faches-Thumesnil, près de Lille, a été attaqué par une quinzaine de militants néofascistes. Cagoulés, les nervis sont entrés dans la salle du meeting où s'exprimait le maire Patrick Proisy, et sont montés sur la scène avec des pancartes «antifas assassins, LFI complices» et des slogans pour Quentin Deranque, avant de jeter des projectiles. Notamment du faux sang, de la farine et des canettes.

Les néofascistes se sentent tellement à l'aise que non seulement ils n'ont pas rencontré la moindre difficulté lors de leur action – alors qu'on sait que le moindre minuscule meeting du RN ou de Reconquête est systématiquement protégé par des dizaines de policiers armés – mais ils ont même diffusé une vidéo de leur attaque sur internet. Le compte «Nouvelle droite» a publié un petit film, commenté par un militant à visage découvert, revendiquant l'assaut et l'enfarinage du maire. «C'est une nouvelle étape de la bascule fasciste», explique le député Aurélien Le Coq, qui était présent et a dû quitter la salle.

On peut se demander : si des antifascistes avaient protégé ce meeting et repoussé les agresseurs d'extrême droite, auraient-ils été criminalisés, réprimés et diffamés dans les médias de la même manière que les antifascistes lyonnais ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit : l'extrême droite fait désormais ce qu'elle veut, et il est interdit de se défendre.

Agression d'une candidate à Clermont

«Un homme a passé quelques minutes à nous injurier et revenu nous voir régulièrement, c'est monté en pression» explique la députée Insoumise de Clermont-Ferrand Marianne Maximi. La scène a eu lieu mercredi 4 mars, sur un marché de la ville. «On a essayé de lui dire de partir, de se calmer, je lui ai dit que j'allais sortir mon téléphone pour le filmer s'il n'arrêtait pas».

C'est alors que l'agresseur, qui est un électeur du Rassemblement National, a poussé violemment l'élue, qui est aussi candidate aux municipales à Clermont. La victime dénonce un climat «détestable» qui fait de «l'extrême droite une force respectable». Mais surtout de la gauche une cible à abattre. Marianne Maximi a déjà été visée par des menaces, notamment de la part du groupe fasciste violent «Clermont Non conforme», qui a posté une photo d'intimidation devant sa permanence peu après la mort de Quentin Deranque à Lyon.

Le climat fasciste qui s'installe

Ces trois attaques en quelques jours s'inscrivent dans une longue série. Le 18 février, le siège de LFI à Paris a été évacué suite à une menace à la bombe. Au même moment, des permanences du parti étaient dégradées dans toute la France.

Et les agressions et menaces étaient déjà nombreuses avant la mort de Quentin Deranque. Le 4 octobre dernier, un colis explosait dans la camionnette d'un facteur à Roche-Chalais, en Dordogne, heureusement sans faire de blessé. Deux autres colis piégés sont alors retrouvés au bureau de poste. Les démineurs ont qualifié les colis explosifs de «sophistiqués». L'un des destinataires était le coordinateur de la France Insoumise Manuel Bompard. Ce dernier déclarait : «Il arrive fréquemment que nous recevions des mails d'insultes, mais je n'avais jamais reçu de menace plus grave». Ces faits ont à peine été évoqués dans les médias nationaux, alors qu'il s'agit d'une tentative d'attentat contre une personnalité politique de premier plan.

En décembre 2024, c'est la maison secondaire de Jean-Luc Mélenchon qui avait été attaquée et recouverte de tags menaçants. Ce dernier avait rappelé à l'époque que son mouvement recevait des «tracts anonymes, messages téléphoniques» et subissait des «agressions» depuis des mois. Il ajoutait : «Depuis un an nous avons tous le sentiment de n'être protégés ni par la justice, ni par la police» et terminait : «Je sais que cela finira mal car notre diabolisation est faite pour cela».

Le 21 juillet 2023 à Rochesson, dans les Vosges, la maison où vivait un membre de la France Insoumise avait été incendiée, après des années d'intimidations de la part de l'extrême-droite. La victime se nommait Willy, et militait au sein du parti de gauche avec sa conjointe aujourd'hui défunte. Celle-ci avait créé une antenne locale de la FI. Le couple retrouvait notamment des pieds de porc déposés sur son palier, sa voiture vandalisée, des pneus crevés... Ils avaient déposé plusieurs mains courantes, sans suite. Pourquoi ces faits ne sont pas mis en avant ni dénoncés ?

Parce que ces violences ne servent pas l'agenda de la bourgeoisie radicalisée. Parce que son projet est de placer l'extrême-droite au pouvoir, car elle a besoin d'un régime autoritaire pour continuer à briser les conquies sociaux et étouffer tout mouvement social qui revendiquerait ne serait qu'un tout petit peu de redistribution.

Imaginons qu'un colis explosif soit envoyé à la permanence d'un député macroniste ou RN, que des candidats RN soient menacés au couteau, que des meetings soient envahis... Vous en entendriez parler pendant des semaines. Cela ferait la Une de l'actualité, l'intégralité des médias tourneraient en boucle sur le «retour du terrorisme d'ultra-gauche» avec des policiers invités en plateau. Le Ministère de l'intérieur en ferait une actualité prioritaire et dissoudrait quelques collectifs au passage.

Pourtant, Mélenchon lui-même a été visé par plusieurs projets d'attentats. En mai 2023, il découvrait dans la presse l'existence d'un projet d'assassinat contre lui : un commando armé d'extrême-droite avait planifié son assassinat, ainsi que celui du rappeur Médine. Ni la police, ni la justice, ni le gouvernement n'avaient prévenu le chef de file de la France Insoumise, ou pris la parole pour affirmer leur soutien. En 2017, les membres d'un groupe fasciste nommé OAS étaient arrêtés avant de passer à l'acte. Ils avaient notamment pour projet de brûler vif Jean-Luc Mélenchon avec un lance flamme.

Cette situation nous rappelle celle qui précédait 1914 : des violentes campagnes de presse dénigraient la gauche et en particulier Jean Jaurès, parce qu'il s'opposait à la guerre et au nationalisme. Il était accusé de tous les maux, d'être un traître à la France et un ennemi à abattre. Résultat, il est assassiné le 31 juillet 1914 par un militant d'extrême droite. Et sa mort précipite le basculement de la France dans la Première guerre mondiale.